

Le rôle de la Yougoslavie au sein du mouvement des pays non alignés

Autor(en): **Maurer, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **132 (1987)**

Heft 5

PDF erstellt am: **29.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344776>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le rôle de la Yougoslavie au sein du mouvement des pays non alignés

par Pierre Maurer

«Le mouvement et la politique de non-alignement ne sont pas, ne peuvent pas être la courroie de transmission ou la réserve d'un bloc quel qu'il soit.

C'est incompatible avec l'essence de la politique de non-alignement.»

Josip Broz Tito *

Introduction

Le mouvement des pays non alignés constitue la plus grande Organisation internationale après l'Organisation des Nations Unies, puisqu'il rassemble à l'heure actuelle plus de 100 membres¹. La caractéristique première de ce mouvement – et c'est l'évidence même – est son extraordinaire hétérogénéité.

Il est en effet composé non seulement d'Etats, mais aussi de mouvements de libération nationale très divers, tant dans leur type d'organisation politique (dictatoriale ou démocratique), leurs idéologies (marxiste-léniniste, nationaliste, islamique, royaliste, libérale, etc.), leurs systèmes socio-politiques (démocratie parlementaire, parti unique, etc.), leur importance stratégique (micro-Etat ou puissance régionale), leurs régimes économiques (libéral, interventionniste, planifié, relativement «self-reliant» ou largement incorporé au marché mondial) ou leur niveau de développement (pays les moins avancés, nouveaux pays industriels – *Newly industrialised Countries* –, pays pétroliers, etc.).

Mais ce qui paraît encore plus surprenant, c'est que cette association d'Etats hétéroclites a su, au cours des ans, par-delà les différences de ses membres et même parfois leurs divergences profondes, maintenir une action commune au plan mondial, à l'écart des blocs, et ce depuis la fondation du mouvement à Belgrade en 1961.

Après avoir rappelé les circonstances historiques particulières qui ont conduit la Yougoslavie à s'engager dans une «troisième voie» et montré le rôle essentiel qu'elle a joué dans la genèse des idées du non-alignement, nous suivrons son évolution dans les trois grandes périodes de l'histoire du mouvement pour terminer par quelques considérations sur son rôle possible à l'avenir.

¹ Lors du dernier Sommet de New Delhi qui s'est tenu du 1^{er} au 11 mars 1983, le mouvement comptait 101 membres, 18 observateurs et 26 invités, dont la Suisse. Si les membres sont des Etats ou des mouvements de libération nationale, on trouve de nombreuses Organisations internationales parmi les observateurs et les invités.

* Interview au journal *Borba* du 14 août 1979

Grosso modo, on peut en effet considérer trois étapes dans le développement de la politique du non-alignement.

La première qui commence en 1961 et se termine en 1970 est marquée essentiellement par le désir d'apaiser la tension entre l'Est et l'Ouest et par la tentative des non-alignés de se frayer un chemin entre les blocs. C'est l'époque des indépendances dans le Tiers Monde et de la fulgurante croissance numérique des membres du mouvement qui passe de 25 à Belgrade à 53 lors du troisième Sommet de Lusaka en 1970. Les revendications de cette première période sont surtout d'ordre *politique*, puisque est mise en avant la nécessité d'une «coexistence pacifique active» des Etats à systèmes sociaux différents. Cette première période est caractérisée par une relative homogénéité et une certaine harmonie à l'intérieur du mouvement, tant sur les objectifs que sur les moyens pour les atteindre. Au plan mondial, c'est la période de la détente entre les Super-grands.

La deuxième période (1970–1979) est marquée par une certaine dilution de l'homogénéité originelle et par l'exacerbation des contradictions latentes existant depuis la fondation du mouvement. Des conflits éclatent même entre non-alignés, comme au sujet du Cambodge, du Polisario entre le Maroc et l'Algérie, ou entre l'Iran et l'Irak.

Dans cette nouvelle étape qui se termine en 1979 avec le sixième

Sommet de La Havane, les tendances à l'intérieur du mouvement s'organisent, le maréchal yougoslave étant promu porte-parole du courant modéré et Castro étant propulsé à la tête du noyau dur prosoviétique. C'est ainsi que le *líder máximo* représente personnellement son pays pour la première fois au Sommet d'Alger (1973) et défend depuis lors avec acharnement des thèses *complètement* alignées sur Moscou. Le Sommet de La Havane marque l'apogée de ce combat idéologique pour la suprématie dans le mouvement, sans que l'une ou l'autre des tendances ait réussi à imposer ses vues.

Le seul élément qui ait su, durant cette décennie troublée, assurer l'unité, la continuité du mouvement et éviter son éclatement fut l'impérieuse nécessité ressentie par tous de modifier l'ordre économique mondial en vue d'assurer une participation plus équitable des pauvres au commerce international. L'exemple du choc pétrolier, véritable «Bandung économique» selon une expression de Daniel Colard, semblait indiquer la voie à suivre pour les non-alignés dans leurs revendications face au monde industrialisé. La radicalisation du mouvement dans les années 70 se traduit par une contestation systématique dans toutes les enceintes économiques (au GATT, à la CNUCED, au FMI, à la Banque Mondiale, notamment par l'intermédiaire du «Groupe des 77», sorte de courroie de transmission des non-alignés pour les questions écono

miques) des mécanismes financiers et commerciaux engendrant la dépendance du Sud par rapport au Nord. L'acceptation de l'exigence d'un Nouvel Ordre Economique International – qui reprenait largement les revendications émises par les non-alignés dans leurs «Déclarations Economiques», en particulier celle du Sommet d'Alger – lors de la sixième session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU, constituait pour les non-alignés une victoire importante, au moins au niveau symbolique. L'idée de développer la «self-reliance» lancée à la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères des non-alignés de Georgetown en 1972 constitue l'un des résultats les plus tangibles de ce vaste effort théorique, puisque ce slogan a depuis lors été repris dans toutes les «Déclarations Economiques» des non-alignés, qui prennent d'ailleurs toujours plus de place face aux «Déclarations Politiques»².

La dernière période qui commence après le Sommet de La Havane et qui se poursuit aujourd'hui est plus difficile à interpréter, faute de recul. Néanmoins, on peut penser que le mouvement, pour des raisons diverses, entre dans une phase de léthargie et de remise en cause croissante. En effet, la perplexité et la désillusion semblent avoir gagné un nombre important de pays membres, ce qui pourrait mener le mouvement à une certaine paralysie, voire à une impasse. Alors qu'aucune tendance claire n'a pu se dégager et que les conflits prennent des tournures

toujours plus difficiles, sinon dramatiques comme dans le cas de la guerre Iran-Irak, sans que l'ombre d'une solution ne soit en vue, le mouvement des pays non alignés semble empêtré dans un statu quo tant théorique que politique dont on voit mal comment il pourrait sortir. L'intervention brutale et totalement injustifiable, en particulier d'un point de vue non aligné, de l'URSS contre l'un des membres fondateurs, l'Afghanistan, n'a provoqué au sein du monde non aligné que de vagues protestations, sinon une acceptation tacite ou même ouverte, malgré les efforts yougoslaves. De plus, un nombre croissant de pays semblent avoir abandonné le principe du strict respect de leur intégrité territoriale – qui figurait pourtant parmi les critères d'appartenance au mouvement retenus en 1961 lors de la Conférence préparatoire du Caire – et montré une tolérance croissante face à l'expansionnisme soviétique dans le Tiers Monde. Pour ce groupe de pays – certes minoritaires jusqu'ici –, l'ennemi principal et *unique* demeure l'«impérialisme», c'est-à-dire l'Occident capitaliste en général et les Etats-Unis en particulier. D'autres pays, qui s'étaient beaucoup investis et montrés très actifs précédemment, se désintéressent de plus en plus des activités du mouvement.

² On trouvera les Déclarations des non-alignés en français dans *Nouvel Ordre International et Non-Alignement, Recueil de Documents*, Paris, Editions du Monde arabe, 1982.

Dans ces conditions de désenchantement et de difficultés croissantes, le concept de non-alignement semble complètement vidé de sa substance «hors-bloc» d'origine. Et c'est donc légitimement qu'on peut se demander si le mouvement des pays non alignés saura encore longtemps maintenir l'illusion d'unité qui le caractérise dans les années 80 et s'il saura se montrer capable d'assurer la continuité de son action, donc de son existence.

Que coexistent à l'intérieur des non-alignés des divergences d'analyse sur le rôle et la nature de ce rassemblement d'Etats ne doit donc pas nous étonner, pas plus que la tentative de certains d'exercer une influence sur l'orientation du mouvement. Dans cette lutte d'influence pour le leadership, la diplomatie yougoslave n'a cessé de jouer un rôle en vue et très actif.

Notre contribution entend cerner le rôle exact joué par les Yougoslaves dans l'élaboration et l'application de la politique du non-alignement. Comment expliquer que ce petit pays balkanique, que rien ne semblait prédisposer à jouer le rôle qui a été le sien dans les relations internationales, ait pu être propulsé sur le devant de la scène mondiale à côté du Tiers Monde? Quelle a été la contribution yougoslave dans la genèse des idées neutralistes dans les années 50? Quel a été l'impact véritable de la vision particulière des Yougoslaves? La thèse de l'«alliance naturelle» de

l'URSS avec le Tiers Monde soutenue par Cuba a-t-elle définitivement supplanté la thèse yougoslave pour un retour au non-alignement «authentique»³? La Yougoslavie, après la disparition de Tito et l'accroissement de ses difficultés économiques, a-t-elle des chances de conserver le prestige qui a été le sien dans le Tiers Monde?

C'est à cet ensemble d'interrogations que nous voudrions apporter des éléments de réponse.

Le rôle de la Yougoslavie dans la genèse du non-alignement

Le rôle joué par les Yougoslaves dans l'élaboration du projet politique non aligné a été déterminant, à tel point qu'Irena Reuter-Hendrichs a pu affirmer: «L'organisation des Etats du Tiers Monde en un mouvement qui, de 25 membres et 3 observateurs lors du premier Sommet à Belgrade en 1961, est passé à 91 membres et 38 observateurs et invités en septembre 1979 à La Havane, n'aurait sans doute pas été possible sans l'engagement yougoslave.»⁴

Il est vrai que le destin de ce petit pays balkanique, propulsé sur le devant de la scène des relations internationales aux côtés du Tiers Monde en lutte, est peu banal. Suite à

³ Voir Ranko Petković, «Les principes originels du non-alignement», *Revue de Politique Internationale*, septembre 1981.

⁴ Irena Reuter-Hendrichs, «Jugoslawiens Ringen um die Blockfreiheit», *Aussenpolitik*, vol. 31, 1979, p. 70.

son expulsion tapageuse du Kominform en juin 1948, qui provoqua la première grande brèche du système communiste mondial, la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie a été conduite à réorienter complètement tant sa politique extérieure que son développement socio-politique interne. Avec les premiers décrets sur les Conseils ouvriers promulgués en 1950, c'est le début de l'expérience yougoslave d'autogestion et la recherche d'une stratégie de développement originale, d'une voie nationale et autonome de construction du socialisme. Au plan des relations internationales, une attitude de méfiance par rapport aux blocs et la tentative de se rapprocher des petits Etats, et singulièrement du Tiers Monde, marque l'orientation nouvelle de la diplomatie yougoslave.

Plutôt qu'un véritable choix – la Yougoslavie était jusqu'en 1948 complètement intégrée au bloc de l'Est, défendant les positions soviétiques sur toutes les questions internationales, passant même, et à juste titre, comme l'un des plus fervents régimes staliens – on peut penser que c'est plutôt la nécessité qui a poussé la Yougoslavie dans cette voie. Tito le reconnaît d'ailleurs explicitement quand il affirme dans *Borba* du 28 décembre 1948: «If our allies from the Peoples Democracies will not help us in that (modernizing and industrializing), then it is understood we must sell our raw materials elsewhere, even if that would be to the capitalist countries, so

that we can buy various types of machinery which are needed for the mechanization of our industry.»⁵ On peut en effet raisonnablement penser que si, par exemple, un compromis avait pu être trouvé entre Tito et Staline dans leur dispute, la Yougoslavie n'aurait peut-être pas cherché à sortir de son isolement diplomatique et ne se serait sans doute pas engagée aussi profondément au côté des «nations prolétaires». En effet, chassés du monde de l'orthodoxie socialiste, les communistes yougoslaves, désireux de conserver leur pouvoir et n'entendant pas tomber dans les bras de cet Occident qu'ils avaient tant décrié, eurent l'intelligence politique de se faire accepter par les jeunes nations – d'abord d'Asie, puis d'Afrique et, dans une moindre mesure d'Amérique latine⁶ – comme un allié fidèle et écouté. On pourrait résumer la situation en affirmant que la relation étroite et particulière de la Yougoslavie avec le Tiers Monde trouve ses origines dans les efforts de ses dirigeants afin de renforcer la position de leur pays entre deux blocs hostiles qui, en pleine guerre froide, se faisaient face en Europe centrale. Tito saura habilement tirer profit de la situation géostratégique particulière et délicate de son pays, à l'orée de la confronta-

⁵ Cité in Alvin Z. Rubinstein, *Yugoslavia and the Nonaligned World*, Princeton University Press, 1970, p. 9.

⁶ Voir Dorothea Kieler, «La Yougoslavie et l'Amérique latine», *Est et Ouest*, vol. 19, N° 328, octobre 1964.

tion entre l'Est et l'Ouest, mais aussi entre le Nord et le Sud. Comme le relève fort justement John Campbell: «Yugoslavia was not in a comfortable situation, trying to keep a balance between fear of the East and suspicion of the West, when a miscalculation in dealing with either side might compromise the regime's independence or threaten its existence. It was better to have some friends, even if they had but little power to throw into the world balance.»⁷

Ce faisant, non seulement l'option socialiste de la Yougoslavie pouvait être maintenue, mais encore élargie et propagée dans le Tiers Monde à la recherche d'une identité et d'une reconnaissance internationales. Un important travail théorique commençait alors, en particulier avec des penseurs comme E. Kardelj, A. Bebler, L. Mates et d'autres, qui, par une «relecture de Marx», visait à développer une vision du monde cohérente, «authentiquement socialiste» et non pervertie par l'hérésie et les dégénérescences bureaucratiques de l'URSS. Comme le dit Milorad Drachkovitch à ce sujet: «Yugoslav Communists have discovered a third and ideal field for their proselytizing – the world of the new, emerging and nonaligned nations. Even as self-appointed mentors of that shapeless third world bloc, they can reap the advantages of securing more friends, while promoting a basic ideological postulate of their program – that inexorably and in

a variety of ways, humanity is moving deep into the era of socialism.»⁸

C'est ainsi que débute l'expérience du non-alignement yougoslave: isolée politiquement et économiquement, «naturellement» poussée vers les mouvements progressistes du Tiers Monde dont elle partage le langage marxisant et les revendications essentielles – la Yougoslavie étant alors elle-même un *pays en voie de développement* –, des liens qui d'ailleurs avaient existé durant la lutte de libération nationale, notamment avec les Anglais, furent noués avec l'Occident, en particulier avec les États-Unis qui voyaient là une occasion inespérée d'affaiblir le bloc du communisme et qui s'empressèrent de répondre positivement à la demande de soutien formulée par Belgrade⁹.

Pour garantir son indépendance, la Yougoslavie trouva ainsi son salut dans l'adoption d'une politique de «coexistence pacifique et active» qui impliquait, en plus du rapprochement avec le Tiers Monde, des relations politiques et économiques équilibrées et suivies avec l'Est et l'Ouest.

Ce but fut atteint lorsque les relations avec l'Union Soviétique purent

⁷ John C. Campbell, *Tito's Separate Road*, New York, Harper and Row, 1967, p. 69.

⁸ In *Communist States at the Crossroads*, Adam Bromke ed., New York, Praeger, 1965, p. 194.

⁹ Sur les relations américano-yougoslaves, voir mon article «United States – Yugoslav Relations. A Marriage of Convenience», *Studia Diplomatica*, vol. XXXVIII, N° 4, 1985.

être normalisées après la disparition de Staline en 1953. Les voyages de Khrouchtchev et de Boulganine à Belgrade en mai 1955 et de Tito, l'année suivante, en juin 1956 à Moscou marquaient une ère nouvelle dans les relations soviéto-yougoslaves, sans que la méfiance réciproque n'ait jamais véritablement disparu¹⁰.

C'est en 1952 que les premières relations concrètes furent établies avec le Tiers Monde, lorsqu'une mission yougoslave de bonne volonté conduite par Milovan Djilas se rendit en Asie pour s'entretenir avec Nehru et U Nu pour envisager les modalités et les possibilités de resserrer les liens avec les autres Etats progressistes du continent asiatique. Les interlocuteurs tombèrent d'accord sur une double définition commune de la politique à mener à l'avenir. D'abord, tous considèrent que le colonialisme touchait à sa fin et qu'une ère nouvelle dans les relations internationales commençait, l'objectif commun devant être la reconnaissance de l'égalité des droits dans les affaires mondiales pour toutes les nations. D'autre part, les peuples asiatiques, vivement préoccupés par le conflit à l'échelle mondiale qui oppose l'Union Soviétique et l'Occident, ne désiraient se lier à aucun des deux blocs et condamnaient toute idée de guerre préventive.

Ainsi, dès l'origine de la prise de conscience non alignée, les options «anti-coloniales» et «anti-impérialistes» sont intimement liées dans l'esprit des leaders du Tiers Monde à la

recherche d'une «troisième voie» entre les blocs, même si, évidemment, chacun leur accorde une priorité différente¹¹.

En avril 1955, le «Groupe de Colombo» (Birmanie, Ceylan, Inde, Indonésie et Pakistan) réunit la Conférence de Bandung en Indonésie – véritable «tournant de l'histoire», selon le mot d'Arthur Conte¹² – qui

¹⁰ En effet, les relations soviéto-yougoslaves n'ont jamais pu atteindre la sérénité qu'on aurait pu attendre de la part de deux Etats «alliés» et n'ont cessé d'être émaillées d'incidents. Il est vrai que les Soviétiques n'ont jamais caché leur volonté de regagner leur influence en Yougoslavie et de retrouver un accès direct à la mer Méditerranée qu'ils ont perdu avec la défection de l'Albanie. Mais, plus encore, ce sont des raisons d'ordre idéologique qui font apparaître le socialisme yougoslave comme particulièrement dangereux aux yeux de Moscou, puisqu'il incarne l'existence possible d'un socialisme national et autonome, c'est-à-dire d'une alternative au modèle soviétique qui pourrait bien inspirer ou influencer l'un ou l'autre des nombreux Etats socialisants du Tiers Monde dont les structures ou l'idéologie n'ont pas encore pu être consolidés conformément aux désirs du Kremlin.

Des moments de grave tension ont même existé entre les deux pays, comme lors de ce que l'on a pu appeler «la deuxième rupture soviéto-yougoslave» en 1958, ou suite à la crise tchécoslovaque de 1968. Sur ce sujet, voir le livre très complet de Stephen Clissod, *Yugoslavia and the Soviet Union, 1939-1973. A Documentary Survey*, Oxford University Press, 1975. Voir aussi Curt Gasteiger, *Die feindlichen Brüder*, Berne, Ost-Institut, 1960.

¹¹ On trouvera une excellente analyse de l'origine du non-alignement dans Edvard Kardelj, «Les racines historiques du non-alignement», *Questions Actuelles du Socialisme*, N° 4-5, 1979, pp. 102-104.

¹² Arthur Conte, *Bandung, tournant de l'Histoire*, Paris, Robert Laffont, 1965.

constitue une étape importante dans l'affirmation politique du Tiers Monde en général et dans l'élaboration de la doctrine du non-alignement en particulier. A vrai dire, les résultats de cette conférence furent bien minces et bien décevants. Sa valeur est surtout symbolique : pour la première fois était organisée une rencontre de responsables politiques sans la présence d'aucun Blanc – l'URSS n'ayant pas été conviée et la Yougoslavie n'ayant pas réussi non plus à se faire inviter. Mais pour un petit groupe de leaders, comme Nehru, Nasser, Sukarno, U Nu, etc., Bandung allait donner, en quelque sorte, l'exemple à ne pas suivre. En effet, il apparut bien vite que cette nouvelle force émergente que constituait le Tiers Monde n'aurait de chance de pouvoir s'imposer au plan international qu'à condition de ne pas reproduire en son sein (comme à Bandung où les Grandes Puissances avaient leurs alliés) la division Est-Ouest, mais au contraire en s'y opposant et en œuvrant en vue de l'éradication progressive des blocs politico-militaires. Il ne s'agissait pas de créer un troisième bloc, mais bien plutôt de créer, une «force morale», selon le mot même de Tito, qui agirait dans le sens de l'apaisement des tensions internationales, en particulier contre la politique des blocs et ses conséquences néfastes (course aux armements, atteinte à la souveraineté des petits Etats, instabilité politique dans le Tiers Monde, internationalisation des conflits locaux, persistance

des inégalités de développement, etc.).

Mais plus que Bandung, le point de départ décisif du non-alignement fut sans aucun doute la réunion informelle qui eut lieu à Brioni en juillet 1956 et qui réunit Tito, Nehru et Nasser et où furent posées les bases communes de ce qui allait devenir la politique du non-alignement. Comme le relève Daniel Colard, «c'est la première fois que ces trois pays, qui n'ont rien en commun (liés par aucune sorte de solidarité économique, financière ou militaire), que tout sépare (le régime politique, la situation géographique, l'héritage socio-culturel) ont jugé utile de se réunir pour réaffirmer les grands principes du non-alignement et de l'afro-asiatisme»¹³.

A partir de ce moment-là, la Yougoslavie se fait remarquer par son activisme débordant en direction du Tiers Monde, et Tito commença «to establish good personal relations with Nehru, U Nu, Sukarno, and above all Nasser ... by visits, by consistent Yugoslav support for anti-colonial cause, and by offering such token amounts of economic and technical assistance as he could afford»¹⁴.

Dès lors, la voie était tracée pour l'organisation de la première Conférence des pays non alignés qui se tint à

¹³ Daniel Colard, *Le mouvement des pays non alignés*, Paris, Notes et Etudes Documentaires, La Documentation française, 1981, p. 17.

¹⁴ William Griffith, «Yugoslavia», in *Africa and the Communist World*, Z. Brezinski ed., Stanford, California UP, 1963, p. 117.

Belgrade en 1961, le choix de Belgrade constituant naturellement une nouvelle victoire pour la diplomatie yougoslave. Comme le dit Lars Nord, «Although another five years were to pass, in an historic perspective, the meeting on Brioni was the first link in a chain of collective contacts between non-aligned countries, heralding the implementation of Tito's idea from August 1953 of forming a universal progressive movement for peace.»¹⁵

C'est donc dans l'atmosphère des luttes anticoloniales et de la guerre froide (1956, Suez et Budapest; 1958 et 1961, Berlin; guerre d'Indochine; guerre d'Algérie, etc.) que la première Conférence des pays non alignés est organisée.

Dans son discours inaugural, Tito précisa la conception yougoslave du non-alignement, c'est-à-dire le renforcement de l'indépendance de son pays par rapport aux deux blocs politico-militaires, et en particulier face à l'Union Soviétique.

Toutefois, le langage comme les thèmes défendus alors par Tito s'apparentaient fortement à la rhétorique et à la propagande soviétique habituelle, en particulier sur les problèmes du désarmement. Cela n'empêcha pas les Soviétiques de montrer leur opposition au projet des non-alignés en faisant savoir juste avant la Conférence qu'ils rompaient unilatéralement le moratoire sur les essais nucléaires qu'ils observaient jusque-là avec les autres puissances nucléaires.

Pour contrebalancer ses accents

prosoviétiques, Tito plaida en faveur de l'élimination du fossé existant entre les régions les moins développées et les zones riches de la planète qui, disait-il déjà, «dépendent aujourd'hui des sommes gigantesques pour leur armement». Il exigea un accroissement massif de l'aide aux pays en voie de développement «sans aucune condition politique» et dénonça le Marché Commun et le COMECON comme étant également discriminatoires pour les pays pauvres. S'il condamna «l'agression brutale contre Cuba», il le fit sans citer nommément les Etats-Unis.

Mais le point fort de son intervention – et qui constitue le trait caractéristique de la vision yougoslave des relations internationales – fut de dénoncer fermement la division du monde en blocs hostiles, ce qui est considéré à Belgrade comme la source essentielle de l'instabilité politique contemporaine et comme le facteur primordial menaçant la paix et la sécurité du monde. Le rôle du non-alignement doit consister précisément à apaiser les tensions entre les blocs, à assurer le respect de l'indépendance et de la souveraineté des petits Etats, et ainsi constituer la seule alternative possible à la politique de force des blocs pour contribuer à l'édification d'un monde de paix tel qu'il se dégage de la Charte des Nations Unies.

¹⁵ Lars Nord, *Nonalignment and Socialism, Yugoslav Foreign Policy in Theory and Practice*, Stockholm, Raben & Sjögren, 1974, p. 85.

C'est avec raison que Rubinstein, dans un excellent ouvrage sur le sujet, insiste sur le rôle essentiel joué par l'ONU dans l'éclosion et la diffusion de la politique étrangère yougoslave en général et dans le rapprochement de Belgrade avec le Tiers Monde en particulier¹⁶. En effet, les craintes d'invasion de leur pays par des forces stationnées aux frontières du bloc de l'Est – apparemment fort réelles d'ailleurs¹⁷ – avaient conduit les Yougoslaves à porter la question devant l'Organisation des Nations Unies. Dès 1949, les discours et prises de position violemment antisoviétiques se succédèrent de leur part à la tribune. Le 20 octobre de la même année, la Yougoslavie avait été nommée au siège non permanent du Conseil de Sécurité, malgré les tentatives soviétiques de déjouer l'élection.

Dès lors, ce forum n'a cessé d'être considéré par les Yougoslaves comme un instrument privilégié d'expression des petits Etats sur la scène des relations internationales. Ce n'est donc pas un hasard si le développement des activités de l'ONU figure en bonne place parmi les revendications du mouvement des pays non alignés. On remarquera aussi au passage que le langage même des résolutions non alignées n'est pas sans rappeler non seulement l'esprit, mais aussi la terminologie « onusienne ».

Dans une remarquable contribution à la compréhension du rôle joué par la Yougoslavie dans le Tiers Monde, Thai Quang Trung insiste sur

l'engagement personnel de Tito et sur le rôle « pédagogique » de son action : « L'apprentissage diplomatique était d'autant plus nécessaire que la majorité des dirigeants des pays nouvellement indépendants, durant cette phase post-coloniale, n'avaient encore que très peu d'expérience des affaires mondiales. Dans leur refus unanime de politique des blocs, ils étaient à la recherche d'un modèle de diplomatie capable de renforcer le statut nouveau de leur pays. »¹⁸

Il est vrai que le leader yougoslave avait donné la preuve concrète qu'un pays pouvait se soustraire à l'influence d'une Superpuissance, mais aussi qu'il pouvait faire reconnaître par les Grands son statut particulier de pays non aligné et parler avec eux sur un quasi-pied d'égalité. En effet, juste après le spectaculaire voyage de Khrouchtchev à Belgrade en 1955, c'est le responsable de la diplomatie américaine, le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles, qui se rendit précipitamment à Brioni pour assurer Tito du soutien des Etats-Unis. Comme l'écrit Irena Reuter-Hendrichs dans un important travail dans lequel elle étudie la « vision du monde » des dirigeants de Belgrade et sa traduction théorique et idéologique par l'analyse de la presse

¹⁶ *Op. cit.*, pp. 15-21.

¹⁷ Voir à ce sujet le livre *At the Brink of War and Peace. The Tito-Stalin Split in Historical Perspective*, W. Vucinich ed., New York, Columbia UP, 1984.

¹⁸ Thai Quang Trung, « Tito, le pédagogue du Tiers Monde », *Relations internationales*, 1979, N° 18, p. 199.

politique entre 1948 et 1968 : « Dans les années 1956–1961 également, la presse présenta la Yougoslavie comme un partenaire égal des grandes puissances, revendiquant les mêmes droits dans les relations internationales et dans la résolution des conflits. La direction du Parti fonde cette prétention sur le fait que la Yougoslavie, par sa politique non alignée, contribue à assurer la paix dans le monde. La prétention morale à une participation égalitaire dans les affaires mondiales est ainsi clairement formulée. La Yougoslavie déclare sa détermination à obtenir un droit de regard dans les événements mondiaux, en prenant position sur toutes les questions internationales d'importance. »¹⁹

Evolution du rôle de la Yougoslavie

Ainsi, tout au long des années soixante, la Yougoslavie fut en quelque sorte dépositaire de l'« orthodoxie » du non-alignement. C'est même largement aux efforts des Yougoslaves qu'on doit la relance des activités du mouvement et, en particulier, l'organisation du troisième Sommet de Lusaka. En effet, après le deuxième Sommet du Caire (1964), le mouvement entra dans une phase léthargique qui fit craindre à nombre d'observateurs que le non-alignement n'appartienne désormais au passé. Comme le dit Eugène Berg : « Vers le milieu des années soixante, les activités collectives des pays non alignés

furent pratiquement interrompues. En dehors de certaines rencontres bilatérales et multilatérales, aucune réunion plénière ne put se tenir entre 1964 et 1969. Les Etats-Unis voyaient là la conséquence du caractère largement suranné du non-alignement essentiellement déterminé par les conditions de la guerre froide, mais incapable de s'adapter aux circonstances changeantes. »²⁰

C'était pourtant négliger les facultés d'adaptation de la politique de non-alignement et la ténacité de ses principaux dirigeants, Tito en tête. Pourtant l'évolution du mouvement n'allait pas favoriser la position yougoslave, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, comme on l'a déjà suggéré dans notre introduction, les problèmes économiques croissants des pays non alignés, qui sont ceux de quasiment tous les pays en voie de développement, ont conduit à une situation nouvelle dans laquelle le conflit Nord-Sud a crû, alors que, parallèlement, le conflit Est-Ouest a eu tendance à s'estomper. Si c'est depuis la Conférence de Lusaka que le mouvement a fait siennes les revendications de la CNUCED et du Groupe des 77, on peut faire remonter cette convergence aux années 60. En effet, ce n'est pas sans raison que les non-alignés peuvent se considérer comme les inspira-

¹⁹ Irena Reuter-Hendrichs, *Jugoslawische Aussenpolitik, 1948–1968*, Köln, Carl Heymanns Verlag, 1976, p. 191.

²⁰ Eugène Berg, *Non-alignement et nouvel ordre mondial*, Paris, PUF, 1980, p. 39.

teurs de la première CNUCED (Genève 1964), puisque, dès leur premier Sommet, ils avaient formulé la revendication de l'organisation d'une Conférence des Nations Unies consacrée strictement aux problèmes économiques du Tiers Monde. En 1962 au Caire, les non-alignés organisèrent une conférence économique, mais il faudra attendre que les difficultés des pays en développement s'aggravent pour qu'une réflexion généralisée s'amorce au sein du mouvement sur l'ordre économique international et sur les conditions de sa réforme.

Le rôle de médiateur entre l'Est et l'Ouest prôné par la Yougoslavie passe ainsi ostensiblement au second plan. Ce changement d'orientation du mouvement vers une attitude militante encore plus radicale fut facilité par l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux membres qui ont une histoire et un passé politique fort différents de celui des «pères fondateurs». Arrivés souvent au pouvoir contre la volonté de l'Occident et avec l'appui politique et logistique du monde socialiste, ces nouveaux dirigeants conçoivent le mouvement surtout comme un instrument de lutte contre le colonialisme, c'est-à-dire contre l'Occident.

Il est vrai que le comportement des pays occidentaux lors des votes aux Nations Unies sur des questions qui revêtent une très grande importance (psychologique, symbolique, mais aussi politique) pour le Tiers Monde en général, comme sur le Proche-

Orient ou l'Afrique du Sud, ne pouvait que renforcer le courant antioccidental au sein du mouvement²¹. Ce faisant, un nombre croissant de pays ne considèrent plus la Yougoslavie comme faisant encore véritablement partie du mouvement, comme ayant sa place et son rôle à jouer. Les perpétuelles mises en garde yougoslaves contre «la politique des blocs» ont même pu paraître à certains comme une tentative d'orienter le mouvement vers une voie unilatéralement antisoviétique. Ce formidable accroissement des membres compliqua d'autant la coopération et les relations au sein du mouvement que les conflits entre pays membres eurent tôt fait de compromettre l'unité du mouvement, non seulement à cause de leur nombre, mais surtout à cause de leur intensité. Dans cette situation nouvelle, la Yougoslavie s'est trouvée incapable de jouer son traditionnel rôle d'arbitre et d'apaiseur des tensions. La situation de crise du mouvement était d'autant plus difficile à surmonter que, si des clivages se créaient au sujet de toutes les crises du Tiers Monde (Cambodge, Ethiopie, Tchad, etc.), ces alliances s'avéraient passagères et tactiques. Dans ces conditions, comment assurer la continuité du travail en commun?

Un fait aggravant pour la position yougoslave au sein du mouvement fut la disparition de Nasser en 1970, car

²¹ Sur ce sujet, voir le livre édité par Richard L. Jackson, *The Non-Aligned, the United Nations and the Superpowers*, New York, Praeger, 1983.

non seulement Tito perdait un allié fidèle, mais avec les changements politiques et diplomatiques intervenus avec l'arrivée de Sadate²², les Yougoslaves se retrouvaient quasiment seuls à prôner haut et fort un non-alignement véritable. En effet, avec l'Inde qui montrait parallèlement un intérêt toujours plus réduit pour le non-alignement²³, la Yougoslavie se retrouvait seul représentant du trio d'origine des fondateurs.

Sa position comme leader du mouvement n'en fut pas renforcée, mais au contraire affaiblie, car sans le soutien de partenaires influents, il devint difficile pour la Yougoslavie d'assurer une position politique dominante dans un cadre fondamentalement modifié. Avec, en plus, la défection d'autres amis traditionnels comme le Cameroun, le Ghana et l'Éthiopie, l'isolement de la Yougoslavie au sein du mouvement était évident, même si elle continuait à vouloir jouer son rôle de leader. Dans ce but, les Yougoslaves essayèrent dès le début des années 70 de rejoindre la préoccupation économique du mouvement d'abord en approfondissant leurs propres échanges avec le Tiers Monde²⁴. D'autre part, ils montrèrent une identité de vues avec les pays en voie de développement dans le dialogue Nord-Sud. Ce faisant, la preuve devait être faite que, dans la situation nouvelle créée au sein du mouvement, la Yougoslavie non seulement continuait à avoir sa place, mais figurait, comme à l'époque de la fondation du

mouvement, parmi les défenseurs les plus résolus des intérêts du Tiers Monde.

Malgré tous leurs efforts, on peut affirmer que les Yougoslaves échouèrent dans leur tentative quand il s'est agi de formuler des revendications économiques de telle manière que l'ensemble, ou au moins l'écrasante majorité des membres du mouvement, puissent s'y reconnaître. Si dans les années 60, ils avaient su faire preuve d'une grande créativité au plan théorique, notamment par les travaux de l'économiste Janez Stanovnik, par la suite, leur engagement sur ces questions s'estompa, et les Yougoslaves se contentèrent d'un simple rôle de suiveur reprenant les slogans éculés, ce qui ne pouvait pas être sans conséquence pour leur image dans le mouvement, quand les préoccupa-

²² La politique pro-occidentale de Sadate conduisit à une perte totale de l'influence égyptienne au sein du mouvement qui confina même à une expulsion pure et simple du mouvement après les accords de Camp David.

²³ Avec l'accord militaire signé avec l'URSS en 1971, on a pu mettre en doute la position non alignée indienne, puisqu'elle contrevenait ce faisant à l'un des critères d'appartenance au mouvement, c'est-à-dire «ne conclure aucune alliance bilatérale avec une grande puissance». Sur cette controverse, voir la contribution de Cao-Huy Thuan, «Non-alignement et intervention étrangère: l'expérience de l'Inde», in *Peuples et Etats du Tiers Monde face à l'Ordre international*, PUF, 1978.

²⁴ Voir l'article d'Irena Reuter-Hendrichs, «Jugoslawien und die Dritte Welt. Die Entwicklung der Wirtschaftsbeziehungen in den siebziger Jahren», *Wissenschaftlicher Dienst Südosteuropa*, Heft 11/12, 1980.

tions économiques fondèrent la nouvelle solidarité des années 70.

Dans son combat pour la direction du mouvement, la Yougoslavie dut bien vite se rendre compte que son rival le plus sérieux était Cuba.

L'offensive des «durs»

Même si Cuba, comme la Yougoslavie, était auréolé d'un certain prestige pour avoir été le seul fondateur latino-américain du mouvement des non-alignés, Castro s'efforça toujours d'accroître l'influence cubaine dans le Tiers Monde au-delà du cercle du non-alignement, essayant par exemple de mettre sur pied sa propre organisation anti-impérialiste. Ce projet toutefois échoua, même si une première Conférence Tricontinentale a pu être organisée à La Havane en 1966. Après cet échec, les Cubains tentèrent de créer un tel front anti-impérialiste au sein même du mouvement des non-alignés. La position nettement pro-soviétique de la politique de Cuba fut exprimée de manière particulièrement claire lors du Sommet d'Alger en 1973, alors que Castro, dénonçant avec force la «thèse des deux impérialismes»²⁵, celui des Etats-Unis et celui de l'URSS mis sur un même plan. C'était là une attaque directe aux thèses yougoslaves. Cuba voit l'intérêt des pays non alignés menacé *uniquement* par les «forces réactionnaires, impérialistes et néocolonialistes» de l'Occident capitaliste. Cette conviction le pousse à voir dans les pays

socialistes, «frères et amis», des «alliés naturels» du Tiers Monde en lutte pour ses droits légitimes. Cette analyse restera valable tant que le monde en développement n'aura pas su développer ses propres potentialités et tant qu'il sera maintenu dans une situation de *dépendance*²⁶.

Et les Cubains ne se contentent pas de jouer un rôle d'avant-garde théorique dans les réunions internationales, puisque leur action se concrétise aussi du point de vue militaire, sur le terrain, en particulier aux côtés des forces prosoviétiques en lutte en Angola et en Ethiopie, ce qui provoqua de vives polémiques au sein du mouvement²⁷. Cette tentative de subversion prosoviétique du mouvement des pays non alignés – et donc anti-américaine et anti-chinoise – représente non seulement une menace pour l'avenir et

²⁵ Voir le point de vue de Castro sur cette thèse dans *Tiers Monde et Relations internationales*, Ph. Braillard et R. Djalili, Masson, Paris, 1984.

²⁶ Sur la conception cubaine du non-alignement, voir R. Narayanan, «Cuba and the Non-Aligned Movement», *International Studies*, vol. 20, N° 1-2, January-June 1981; voir aussi Branko Lazitch, «Moscou et le non-alignement», *Politique internationale*, N° 5, automne 1979; et pour une analyse plus générale de la politique étrangère cubaine, voir l'article de Jorge I. Domínguez, «Cuban Foreign Policy», *Foreign Affairs*, Fall 1979.

²⁷ Comme le relève Robert Mortimer: «Cuba's engagement in Africa added further dimension to these disputes (Somalia-Ethiopia, Viet-Nam-Cambodia, Zaïre-Angola), provoking additional stains within the non-aligned framework» in *The Third World Coalition in International Politics*, New York, Praeger, 1980, p. 111.

l'unité du mouvement, mais aussi un défi direct et permanent à la Yougoslavie.

Evidemment les divergences au sein du mouvement ont toujours existé, même au moment de sa fondation. Comme le confirme Peter Willets: «It is difficult to know when this debate started, which countries were involved and how much importance they really attached to the issue. To a greater or a lesser extent the Non-Aligned have always argued about the nature of the Movement.»²⁸ Mais jamais, jusqu'aux années 70, la confrontation idéologique entre les deux principaux courants qui animent le mouvement n'avait été aussi importante. En effet, les thèses cubaines sont inconciliables avec la vision yougoslave qui prêche un «retour aux sources originelles du non-alignement» et qui, à l'inverse de Cuba, voit le Tiers Monde menacé non pas seulement par l'impérialisme et les forces du néocolonialisme, mais par toutes les formes d'hégémonie et de domination, d'où qu'elles viennent. Pour la pensée yougoslave, le comportement de Grande Puissance est semblable pour les petits Etats qui en font les frais, quelle qu'en soit l'origine, l'Est ou l'Ouest. En conséquence, les Yougoslaves repoussent comme vides de sens les allégations sur une prétendue «alliance naturelle» et une prétendue convergence d'intérêts du Tiers Monde avec le bloc socialiste. Mais cela ne signifie pas pour autant que les Yougoslaves prônent une quelconque «équidistance» entre les

blocs: le non-alignement est une force autonome dans les relations internationales, et c'est à chaque Etat membre de décider – selon sa situation géographique, ses intérêts économiques, son histoire, etc. – de *l'orientation non alignée* de sa politique étrangère. En effet, selon la conception yougoslave, des convergences idéologiques avec un bloc ne sauraient en aucun cas permettre à un pays non aligné de s'allier avec lui, ce qui signifierait purement et simplement l'abandon de sa position de pays non aligné. La coopération avec une Superpuissance peut être conjoncturelle, ad hoc, localisée, mais jamais permanente, systématique ou aveugle. Faut de quoi, la dépendance face à un bloc ne peut que s'accroître et le concept de non-alignement est vidé de sa substance: un alignement de mouvements des pays non alignés sur les positions d'une des Superpuissances signifierait une véritable perversion, voire une absurdité tant théorique que politique.

Il est vrai que l'offensive cubaine – pour ne pas dire soviétique – en vue de réorienter le mouvement signifie pour la Yougoslavie une mise en cause directe des fondements de sa politique étrangère. N'est-ce pas précisément l'expansion au plan mondial de sa politique indépendante des blocs ainsi que son rôle dans la fondation du mouvement des non-alignés qui ont renforcé sa position tant face à l'Est qu'à l'Ouest?

²⁸ Peter Willets, *The Non-Aligned in Havana*, London, Frances Pinter, 1980, p. 11.

On comprend dès lors pourquoi les Yougoslaves voient dans une orientation prosoviétique du mouvement *une menace directe contre leur propre sécurité*. Et il n'est donc pas étonnant qu'ils montrent une farouche volonté de s'opposer par tous les moyens à la mainmise du mouvement par les Cubains et leurs alliés. La lutte d'influence à la tête du mouvement apparaît publiquement comme une controverse cubano-yougoslave, comme un «combat des chefs» personnalisé par l'opposition entre Castro et Tito, même si de nombreux autres Etats se situent dans la mouvance de l'une ou de l'autre des tendances qui s'affrontent.

Si on voulait essayer de spécifier les forces en présence pour en évaluer l'importance numérique et politique, on pourrait relever que le camp pro-soviétique est minoritaire, mais bien plus militant que l'autre. A côté des «alliés objectifs» de l'URSS, on trouve ce que Arieh Eilan appelle «un lobby pro-soviétique»: «This pro-soviet lobby, apart from semi-vassal countries such as Angola, Cuba, Ethiopia, Mozambique, and Viet-Nam, consists also of countries whose relationship with the USSR is more tenuous, but which, for a variety of reasons, adopt a political stance which is more clearly anti-Western than that it is pro-Soviet. (...) In that category belong Algeria, Benin, Cape Verde, Congo, Equatorial Guinea, Irak, Libya, Madagascar, Rwanda, Seychelles, and Sy-

ria.»²⁹ On pourrait ajouter le Nicaragua.

Dans l'autre «camp», on trouve, emmenés par la Yougoslavie, des pays comme l'Inde, la Tanzanie, la Guinée de Sékou Touré, la Corée du Nord, l'Iran, la plupart des modérés arabes et africains, les Latino-Américains qui se distancent de Cuba, éventuellement même l'OLP, bref tous ceux qu'Irena Reuter-Hendrichs a pu appeler «la majorité silencieuse» du mouvement.

Cette rivalité rampante entre «durs» et «modérés» n'a cessé d'agiter le mouvement tout au long des années 70 (Alger 1973, Colombo 1976), mais c'est lors du Sommet de La Havane en 1979 qu'elle a atteint son paroxysme.

Les ambiguïtés du Sixième Sommet de La Havane

Quand La Havane fut choisie comme siège du prochain Sommet des non-alignés, Fidel Castro, devenant Président en exercice du mouvement jusqu'en 1982³⁰. De nombreux observateurs ont alors pu penser que la thèse de «l'alliance naturelle» l'avait définitivement emporté et que la

²⁹ Arieh Eilan, «Soviet Hegemonism and the Nonaligned», *Washington Quarterly*, vol. 4, hiver 1981, p. 100.

³⁰ En fait, Castro, qui bien sûr utilisa cette position institutionnelle pour accroître l'importance des «durs» qu'il représente, aura été Président en exercice du mouvement jusqu'en mars 1983 quand la relève fut assurée par Indira Gandhi, puisque le sommet initialement prévu à Bagdad en 1982 n'a pas pu avoir lieu à cause de la guerre avec l'Iran.

majorité du mouvement s'était rangée du côté de l'Union Soviétique³¹.

Une analyse précise du déroulement et des résultats de cette conférence montre que les choses ne sont pas aussi claires que cela et que ce qui caractérise ce Sommet est bien plus une ambiguïté fondamentale qui se traduit dans les compromis souvent boiteux qu'il a fallu trouver pour sauver les apparences de l'unité du mouvement.

Dans la phase préparatoire de la Conférence, les Yougoslaves déployèrent une intense activité diplomatique en vue, sinon de s'opposer aux Cubains, au moins de restreindre leur champ d'action et leurs ambitions. Dans une action conjointe, l'Inde et la Yougoslavie essayèrent d'utiliser la Conférence des Ministres du Bureau de Coordination des pays non alignés qui se tint à Colombo en juin 1979 en vue de freiner les manœuvres cubaines³². C'est ainsi que l'Inde fit la proposition d'adjoindre 3 Vice-Présidents de différentes régions au Président du Bureau de Coordination, ceux-ci devant «alléger le travail» du Président et avoir une voix participative, et pas seulement consultative. Cette proposition indienne, chaleureusement soutenue par la Yougoslavie, visait à assurer à l'avenir une représentation équitable de tous les membres du mouvement aux séances du Comité de Coordination qui est l'organe essentiel des prises de décision des non-alignés. La Yougoslavie, pour sa part, proposa que les documents essentiels des futurs Sommets

soient largement discutés et préparés par l'ensemble des pays membres, et que, d'autre part, les sommets des ministres des Affaires Etrangères aient lieu non pas tous les trois ans, mais sur une base annuelle. De plus, les communiqués officiels publiés par les non-alignés et qui, par conséquent, engagent le mouvement, ne devraient plus être à l'avenir du ressort exclusif du Bureau de Coordination.

Toute cette habile rhétorique sur la nécessité de «démocratiser» les activités du mouvement apparaissait d'autant plus compréhensible et justifiée de la part de la délégation yougoslave que «la démocratisation des relations internationales» est le leitmotiv de la politique étrangère de Belgrade depuis une vingtaine d'années.

La nécessité de parvenir à un compromis limita toutefois considérablement la portée de ces propositions dont peu de chose fut retenu³³. Les ministres retinrent la proposition d'élever le nombre des membres du Comité de Coordination, ainsi que celle d'instaurer des réunions annuel-

³¹ Ainsi par exemple, William M. Leo-Grande parle du «dramatic shift to the left in its political center of gravity of the nonaligned movement», in «Evolution of the Nonaligned Movement», *Problems of Communism*, janvier-février 1980, p. 35.

³² Voir J. Reuter, «Vor der Gipfelkonferenz von Havanna», *Wissenschaftlicher Dienst Südosteuropa*, 1979, Heft 5, pp. 103 et ss.

³³ Le Document final de la Conférence de Colombo est reproduit dans *Revue de Politique Internationale*, 1979, N° 702, p. 25.

les. L'idée, par contre, de nommer 3 Vice-Présidents fut rejetée. Le problème de la représentation du Cambodge également n'avait pas trouvé de solution: les Yougoslaves défendaient, adoptant une position ultra-légaliste, le régime déchu de Pol Pot, car ils voyaient dans l'attitude vietnamienne vis-à-vis de ses voisins pratiquement une manifestation de la «théorie de la souveraineté limitée»³⁴. Ne pouvant trouver un terrain d'entente, les non-alignés décidèrent que le siège cambodgien resterait vide. Cette décision permettait momentanément d'occulter le conflit et d'éviter qu'il n'éclate au grand jour. La même décision fut prise au sujet de l'Égypte dont les radicaux arabes demandaient l'exclusion à cause de sa compromission avec l'État sioniste³⁵.

La Yougoslavie n'était toutefois pas disposée à trop faire monter la tension entre la majorité des pays non alignés et le petit groupe des radicaux réunis autour de Cuba et du Viêt-Nam, car le danger d'un éclatement du mouvement ou d'un boycott du Sommet de La Havane était dans l'air³⁶. Une telle évolution aurait en effet sérieusement contrevenu aux intérêts de la politique étrangère yougoslave, parce que cela remettait en cause l'œuvre et l'engagement personnel de Tito, mais surtout parce que la Yougoslavie a «besoin» du mouvement des pays non alignés pour assurer sa position entre les blocs. On peut donc affirmer que, pour des raisons différentes, la Yougoslavie comme Cuba avaient un intérêt com-

mun à assurer l'organisation et la mise sur pied de la Conférence.

L'attitude plus modérée des Cubains qui reconnurent que «le non-alignement est un facteur irremplaçable et indépendant de la politique mondiale» visait bien évidemment à ne pas effrayer ses partenaires et futurs hôtes. Les Yougoslaves réaffirmaient leur position par la bouche de leur Ministre des Affaires Étrangères Miloš Minić qui écrivait juste avant le Sommet: «Le resserrement de la coopération d'un pays non aligné quel qu'il soit avec telle grande puissance ou tel bloc ne contrarie pas la lutte du mouvement de non-alignement. Nous avons eu, nous avons des cas de ce genre, et il est certain qu'il y en aura encore. En revanche, aucun pays non aligné, aucun groupe de pays non alignés n'a le droit – et nul ne peut lui reconnaître ce droit – de pousser le mouvement à se mettre du côté d'une des trois grandes puissances contre une autre, à prendre parti pour un bloc contre l'autre. Une telle conduite risquerait en effet de faire éclater le mouvement.»³⁷

C'est la position que Tito défendit avec passion lors de son intervention très remarquée, discours qui fait figure

³⁴ Voir *Borba* du 6.7.1979.

³⁵ Le seul cas d'exclusion d'un membre du mouvement est celui du Chili de Pinochet en 1973.

³⁶ Si plusieurs pays ont fait pression et menacé de ne pas se rendre à La Havane, comme la Somalie, il ne s'est trouvé finalement que l'Arabie Séoudite pour boycotter le 6^e Sommet.

de «testament politique», puisque le vieux maréchal mourut peu de temps après ce sixième Sommet. Pour s'opposer à la thèse de «l'alliance naturelle», Tito devait rappeler l'histoire du mouvement et affirmer notamment: «Nous n'avons cessé, depuis le début, de nous prononcer avec constance contre la politique des blocs et la domination étrangère, contre toutes les formes d'hégémonie politique et économique, pour le droit de chaque pays à la liberté, à l'indépendance et au développement autonome. Nous n'avons jamais accepté d'être la courroie de transmission ou la réserve de qui que ce soit, parce que cela est incompatible avec l'essence de la politique de non-alignement.»³⁸

L'interprétation des résultats de ce Sommet crucial dans l'histoire du mouvement des pays non alignés n'est pas aisée³⁹. Mais on peut au moins affirmer que la presse yougoslave prend ses désirs pour des réalités quand elle affirme de manière quasi unanime que le mouvement poursuit sa voie dans la ligne tracée par Tito, bien que l'on retrouve de nombreuses traces de l'influence yougoslave dans les Documents issus de la Conférence. Ainsi, sur la réaffirmation titiste «des principes originels du mouvement», la Déclaration Politique souligne «le rôle du non-alignement comme facteur indépendant entre les blocs» et dénonce «l'impérialisme, le colonialisme» ainsi que «toutes les formes de domination». Si donc la majorité des pays non alignés a su résister à la

tentative de radicalisation de l'aile cubaine, on ne saurait pas pour autant parler de victoire pour la tendance emmenée par la Yougoslavie. Et c'est une analyse qu'on pourrait appeler de caractère «sémantico-politique» qu'il faut introduire ici.

En effet, l'acceptation cubaine de ce texte ne signifie pas pour autant l'abandon de la thèse de «l'alliance naturelle», bien au contraire, puisque pour les Cubains, le concept d'«hégémonie» s'applique à la politique de la Chine populaire, et non au «social-impérialisme» soviétique, pour parler comme à Pékin, alors que dans le langage diplomatique yougoslave, «l'hégémonisme et les autres formes de domination» désignent clairement l'impérialisme soviétique.

D'autre part, «la démocratisation» des activités du mouvement a été littéralement balayée, puisque sur toutes les propositions avancées, la

³⁷ Cette déclaration fut faite lors d'une Table ronde organisée par l'hebdomadaire belgradois «Kommunist» le 8 juin 1979. Reproduit in Miloš Minić, *La politique extérieure de la Yougoslavie, 1973-1980*, Belgrade, Jugoslovenska Stvarnost, Medjunarodna Politika, 1980, p. 269.

³⁸ Cité par Martin Verlet, «Le mouvement des non-alignés après La Havane: contradictions et dynamique», *Revue Tiers Monde*, tome XXI, 1980, p. 189.

³⁹ Sur le Sommet de La Havane, voir P. Willets, *The Non Aligned in Havana*, London, Frances Pinter, 1980; voir aussi J. Reuter, «Nach der Havanna-Konferenz», *Wissenschaftlichen Dienst Südosteuropa*, 1979, Heft 10, pp. 215 et ss., N et D. Schlegel, «Die Blockfreien in und nach Havana», *Aussenpolitik*, 1979, N° 4, pp. 450 et ss.

seule qui fut retenue fut l'augmentation du nombre des membres permanents du Bureau de Coordination qui passe de 25 à 36. Globalement donc, la tentative de limiter les pouvoirs institutionnels de Castro a échoué.

D'ailleurs les réactions très favorables enregistrées dans les pays socialistes où on insistait sur le caractère anti-impérialiste du mouvement des pays non alignés et sur l'identité de vues de l'ensemble du monde « progressiste » accentuait encore l'ambiguïté. N'est-ce pas là la preuve évidente de la volonté soviétique de continuer son offensive dans le Tiers Monde et envers le mouvement des non-alignés en particulier ?

En tout cas la résolution cubaine à faire prévaloir les vues soviétiques au sein du mouvement ne fait pas l'ombre d'un doute, et tout le monde en est bien conscient, surtout à Belgrade. En résumé, ce sommet a montré que Cuba pouvait compter sur un petit nombre de fidèles supporters particulièrement actifs et bruyants, alors que la Yougoslavie semble ne pouvoir compter que sur elle-même. Même si l'écrasante majorité des pays se profilent derrière elle, on ne saurait affirmer qu'elle s'est montrée capable de les mobiliser.

Enfin, on peut penser que la lutte d'influence pour la direction du mouvement ne fait que s'engager, et les Yougoslaves doivent s'attendre à de rudes attaques de la part de Cuba. En effet, pour tenter à son tour de réduire l'influence de Belgrade, les Cubains viennent de relancer leur vieux slogan

de la « Tricontinentale » qui, pratiquement, équivaldrait à l'exclusion pure et simple du rival yougoslave, puisqu'il s'agirait de relancer le mouvement en le limitant aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine en excluant l'Europe⁴⁰. Cette idée est une attaque directe aux Yougoslaves qui n'avaient pas ménagé leurs efforts pour faire éclater le verrou de l'afroasiatisme de Bandung dans la phase de gestation des idées neutralistes en vue de « la création d'un mouvement progressiste général dans le monde, au sein duquel des pays comme la Yougoslavie et l'Inde pourraient mobiliser toutes les forces de progrès par leur politique d'affermissement de la paix et de règlement des différends internationaux »⁴¹.

Conclusion

Depuis le Sommet de La Havane, la lutte idéologique qui taraude le mouvement en profondeur n'a fait que s'amplifier et les positions des uns et des autres ont eu tendance à se figer, ce qui a conduit à une situation de quasi-paralysie.

Alors que le Sixième Sommet avait été largement couvert par la presse mondiale, le Sommet de New Delhi a eu lieu dans l'indifférence générale.

Mais c'est surtout l'impossibilité des non-alignés d'adopter une posi-

⁴⁰ Voir *Politika* du 1^{er} septembre 1979.

⁴¹ Tito, cité par Thai Quang Trung, *op. cit.*, p. 192.

tion commune au sujet de l'intervention soviétique en Afghanistan qui dévoilait au grand jour la faiblesse du mouvement et l'étendue de la crise qui le caractérise. Dans un premier temps, le coup de force de Moscou envers un pays non aligné provoqua une véritable bombe parmi les ténors du mouvement. C'est ainsi que la Conférence des Ministres des Affaires Étrangères prévue en septembre 1981 fut avancée et se tint à New Delhi en février pour débattre de la question. On pouvait alors penser qu'une majorité se dégagerait et suivrait la proposition yougoslave de condamner fermement cette claire «immixtion dans les affaires internes d'un pays membre» – pour employer un euphémisme diplomatique – par une Super-puissance. La démonstration des thèses yougoslaves sur le danger que représente le comportement hégémonique des Grandes puissances n'était-elle pas clairement faite en Afghanistan?

L'Inde, pays hôte de la Conférence, que ses relations croissantes avec l'URSS mettent dans une situation délicate, œuvra pour qu'un compromis soit trouvé, ce qui, au grand dam des Yougoslaves, arriva. En effet, le Document final de cette Conférence exige le retrait immédiat «de toutes les forces étrangères d'Afghanistan», sans que l'Union Soviétique ne soit nommément citée. Il est des susceptibilités qu'il ne faut pas froisser...

Une fois de plus, cela constituait un revers pour la diplomatie yougoslave,

puisqu'elle n'était pas parvenue à rallier la majorité des membres à ses vues sur une question où pourtant aucune argutie juridique ne pouvait occulter la réalité visible à tous: la preuve tangible que les intentions «fraternelles» de l'URSS pour le Tiers Monde pouvaient se traduire par une intervention militaire *directe, brutale et massive* contre un Etat voisin, faible, sous-développé, indépendant et non aligné qui plus est. Lorsque même un des pays fondateurs comme l'Inde choisit pour des raisons tactiques de fermer les yeux et d'observer une réserve, en totale contradiction avec le respect des principes originels et la philosophie du non-alignement, on est en droit de s'interroger et de s'inquiéter de l'avenir dudit mouvement.

Pour les Yougoslaves, ce fut la stupeur et la colère⁴². En effet, la crainte d'une invasion soviétique n'a cessé de hanter les esprits des stratèges de Belgrade depuis 1948. Il est vrai que la position géostratégique particulière de la Yougoslavie avec la possibilité d'accès à la Méditerranée qu'elle constituerait pour l'URSS et l'existence d'éléments prosoviétiques au sein de la Ligue des Communistes de Yougoslavie (malgré toutes «les purges»⁴³ qu'elle a connues) con-

⁴² Voir Pedro Ramet, «Tremors in Belgrade, Yugoslav Apprehensions after Afghanistan», *Commonweal*, 14 mars 1980; voir aussi «Zur Invasion Afghanistans. Die Reaktionen in Südosteuropa (Jugoslawien)», Jens Reuter, *Wissenschaftlicher Dienst Südosteuropa*, 1980, Heft 1-2, pp. 5-9.

stituent autant d'éléments qui ne peuvent que préoccuper les responsables politiques de Belgrade, en particulier dans l'atmosphère de crise économique, de mécontentement populaire et de difficultés nationales que connaît le pays depuis quelques années. L'invasion tchécoslovaque en 1968 constitua une sérieuse alerte qui provoqua une réorganisation totale de la défense et la mise sur pied de «la Défense populaire généralisée». Depuis lors, la théorie dite de «la souveraineté limitée» élaborée par Moscou pour garantir sa domination chez ses satellites semblait mettre les Yougoslaves à l'abri d'une intervention. Avec «le coup de Kaboul», ces minces certitudes s'écroulaient d'un coup. Comme le dit Pedro Ramet, «The Soviet intervention in Afghanistan (...) forces one to conclude either that the Brejnev Doctrine is no guide at all to Soviet behavior or that it must be given a much more radical interpretation. It is this fact that gave such an ominous hue for Belgrade»⁴⁴.

Si la proposition yougoslave de demander qu'une Déclaration sur la condamnation des interventions des grandes puissances soit faite lors de la prochaine Assemblée Générale des Nations Unies a été retenue dans le Document final de la Conférence de New Delhi, cela ne suffit pas à masquer le fait que l'influence yougoslave est sur le déclin au sein du mouvement.

La disparition de Tito dans une telle conjoncture n'était pas faite non plus

pour arranger les affaires des Yougoslaves, même s'ils entendent poursuivre dans la voie de leur chef charismatique. Il est vrai que l'offensive de charme en direction du Tiers Monde se poursuit, et les relations de la Yougoslavie avec des pays comme l'Irak ou la Libye s'améliorent même, une évolution qui est facilitée par le traditionnel engagement pro-arabe de Belgrade.

Mais cela suffira-t-il à la Yougoslavie pour regagner le prestige extraordinaire qui a été le sien dans le Tiers Monde? On peut en douter.

Plus fondamentalement encore, ce qui est en cause, c'est la crédibilité du mouvement lui-même. Comme on l'a vu, un nombre croissant de pays se détournent «des principes originels» du mouvement. Dans ces conditions, de manière assez paradoxale, alors que la diplomatie yougoslave semble à bout de souffle, c'est l'engagement de Cuba qui pourrait offrir «une nouvelle chance» à la Yougoslavie de revenir au premier plan, car elle est sans doute la seule à être en mesure d'incarner, pour la majorité, la seule issue vérita-

⁴³ Le terme de «purges» telles qu'on les a connues dans la période stalinienne n'est certainement pas applicable au cas yougoslave. Disons simplement qu'il y a eu au cours de l'histoire moderne de la Yougoslavie des changements de personnes dans la classe politique, les moments les plus importants étant bien sûr 1948 et la poursuite des «kominformistes», 1966 avec la condamnation du «groupe de Ranković» et la campagne «antinationale» de 1972-1973.

⁴⁴ Pedro Ramet, *op. cit.*, p. 146.

ble pour le mouvement, c'est-à-dire le retour au message de ses fondateurs, Tito, Nehru et Nasser.

L'enjeu est de taille et le pari risqué. En effet, cette vision d'ensemble qu'ont forgée «ces pères fondateurs», malgré les efforts méritoires de brillants théoriciens politiques comme Bajana Tadić ou Ranko Petković, a toujours plus de mal à coller à la réalité contemporaine, car le corpus théorique cohérent, le projet spécifiquement non aligné et la vision globale des relations internationales qui en découle semblent de plus en plus mis à mal par les activités contemporaines du mouvement et les égoïsmes nationaux, comme cela ressort clairement de l'analyse des deux derniers Sommets où on ne vit que prises de positions locales, partielles et régionales.

On constate par ailleurs que si des pays adhèrent au non-alignement ou s'en réclament, dans la pratique, leurs énergies se dirigent toujours plus vers d'autres types de «solidarités». Il est vrai que l'une des caractéristiques de la communauté internationale contemporaine est à la fois une formidable interdépendance à tous les niveaux, mais aussi un éclatement total qui se traduit, par exemple, par le rôle toujours plus important joué par des organisations régionales dans le règlement des problèmes internationaux (OUA, Groupe de Contadora, ASEAN, OPEP, Ligue arabe, etc.), au détriment des organisations plus «classiques». Le non-alignement n'échappe pas à cette tendance.

A l'avenir, on peut penser que la Yougoslavie limitera quelque peu les ambitions de sa politique étrangère sans toutefois modifier son dessein global qui est de poursuivre dans la voie qu'elle s'est choisie, c'est-à-dire d'assurer sa position entre l'Est et l'Ouest, en maintenant plus particulièrement d'aussi bonnes relations que possible avec les Etats-Unis et leurs alliés pour garantir et assurer sa protection face à une toujours possible agression soviétique. En effet, il y a fort à parier que le pragmatisme des successeurs de Tito les conduira à concentrer leur attention sur des questions plus «locales» que dans les années soixante: relations avec les voisins immédiats – en particulier si elles sont empoisonnées par des problèmes de nationalité, comme c'est le cas avec l'Albanie au Kosovo ou de la Bulgarie avec la Macédoine –, politique méditerranéenne et proche-orientale, problème chypriote, liens avec les neutres et non-alignés d'Europe, etc.

Cette tendance a d'ailleurs été largement entamée du vivant même de Tito par l'intense engagement de la Yougoslavie en faveur des Accords d'Helsinki et de la CSCE⁴⁵.

En politique, le réalisme l'emporte souvent sur l'idéalisme. Cette règle se vérifiera-t-elle dans la politique étrangère yougoslave des années futures?

Seul l'avenir le dira.

P. M.

⁴⁵ «CSCE and Yugoslav Activity», *Yugoslav Survey*, Nov. 1975, vol. XVI, N° 4.

Bibliographie

- Aubert de la Rue Ph., «Le neutralisme yougoslave», *Politique Etrangère*, 1961.
- Berg É., *Non-alignement et nouvel ordre mondial*, Paris, PUF, 1980.
- Braillard Ph. et R. Djalili, *Tiers Monde et Relations internationales*, Paris, Masson, 1985.
- Campbell J., *Tito's Separate Road*, New York, Harper and Row, 1967.
- Chatillon G., «La politique de non-alignement et la Conférence d'Alger», *Annuaire du Tiers Monde*, 1975.
- Colard D., *Le mouvement des pays non alignés*, Paris, Notes et Etudes Documentaires, La Documentation française, 1981.
- Conte A., *Bandung, tournant de l'Histoire*, Paris, R. Laffont, 1965.
- Djerdja J., «La Yougoslavie et les nouveaux Etats asiatiques», *Politique Etrangère*, janvier-février 1955.
- Dominguez J. I., «Cuban Foreign Policy», *Foreign Affairs*, Fall, 1978.
- Eilan A., «Soviet Hegemonism and the Nonaligned», *Washington Quarterly*, vol. N° 4, Winter 1981.
- Imam Z., «Soviet view of Non-alignment», *International Studies*, vol. 20, N° 1-2, January-June 1981.
- Jackson R., *The Non-Aligned, The United Nations and the Superpowers*, New York, Praeger, 1983.
- Kardelj E., «Les racines historiques du non-alignement», *Questions actuelles du Socialisme*, N° 4-5, 1979.
– *La Yougoslavie dans les relations internationales et le mouvement de non-alignement*, Questions Actuelles du Socialisme, 1979.
- Kiefer D., «La Yougoslavie et l'Amérique latine», *Est et Ouest*, vol. 19, N° 328, octobre 1964.
- Larrabee S., «The Soviet Union and the Non-Aligned», *The World Today*, vol. 32, N° 12, 1976.
- Lazitch B., «Moscou et le non-alignement», *Politique internationale*, N° 5, automne 1979.
- LeoGrande W. M., «Evolution of the Nonaligned Movement», *Problems of Communism*, Jan.-Feb. 1980.
- Luben D., «Le non-alignement, la Yougoslavie et le Tiers Monde», *Documentation sur l'Europe centrale*, vol. 13, N° 2, 1975.
- Mates L., *Nonalignment, Theory and Current Policy*, New York, Oceana Publications, 1972.
- Maurer P., *Le mouvement des pays non alignés, essai de sociologie historique*, Itinéraires, Notes et Travaux N° 31, Genève, Institut Universitaire d'Etudes du Développement, 1983.
- Milenkovitch M. M., «Yugoslavia and the Third World», in *Eastern Europe and the Third World, East vs South*, Michael Radu ed., New York, Praeger, 1981.
- Minić M., *La politique extérieure de la Yougoslavie, 1973-1980*, Belgrade, Jugoslovenska Stvarnost, Medjunarodna Politika, 1980.
- Mojsov L., *Dimensions of Non Alignment*, Belgrade, Jugoslovenska Stvarnost, Medjunarodna Politika, 1981.
- Mortimer R. A., *The Third World Coalition in International Politics*, New York, Praeger, 1980.
- Narayanan R., «Cuba auf the Non-Aligned Movement», *International Studies*, vol. 20, N° 1-2, January-June 1981.
- Nord L., *Nonalignment and Socialism, Yugoslav Foreign Policy in Theory and Practice*, Stockholm, Raben & Sjögren, 1974.
- Nouvel Ordre International et Non-Alignement, Recueil de Documents*, Paris, Editions du Monde arabe, 1982.
- Petković R., «Les principes originels du non-alignement», *Revue de Politique Internationale*, septembre 1981.
- Ramet P., «Tremors in Belgrade, Yugoslav apprehensions after Afghanistan», *Commonweal*, vol. CVII, 14 mars 1980.
- Reuter J., «Jugoslawiens Handel mit den Entwicklungsländern», *Wissenschaftlicher Dienst Südosteuropa*, Heft 5, 1978.
– «Vor der Gipfelkonferenz in Havanna», *Wiss. Dienst Südosteuropa*, Heft 5, 1979.
– «Nach der Colombo-Konferenz», *Wiss. Dienst Südosteuropa*, Heft 7, 1979.
– «Nach der Havanna-Konferenz, Tito erzielte Teilerfolge – aber Castro festigte seine Position», *Wiss. Dienst Südosteuropa*, Heft 10, 1979.

**VOYAGE D'ÉTUDE DE LA SOCIÉTÉ SUISSE
DES OFFICIERS EN FRANCE DU 14 AU 17 JUIN 1987**

(Commission «REX»)

PROGRAMME

- Dimanche**
14 juin 1987 14 h 05 départ de Genève pour Marseille – vol Swissair SR 762
- Lundi**
15 juin 1987 Visite auprès de la maison Aérospatiale à Marignane: Introduction et présentation de l'hélicoptère de transport «Super Puma» (inspection d'un ou de plusieurs «Super Puma» destinés à la Suisse).
- Mardi**
16 juin 1987 7 h 10 départ de Marseille pour Paris-Orly – vol Air Inter IT 6128 – ensuite transfert chez Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation à Saint-Cloud et Brétigny:
– Introduction et présentation de l'avion de combat «Mirage 2000».
– Exposé sur les missions et l'infrastructure de l'Armée de l'Air française.
- Mercredi**
17 juin 1987 Visite du Salon Aéronautique et de l'Espace à l'aéroport du Bourget. Fin après-midi: vol retour en Suisse (Bâle, Genève, Zurich).

Inscription à envoyer à: Cap P. Bucher, Wiedenweg 4, 4153 Reinach.

Reuter-Hendrichs I., «Jugoslaviens Ringen um die Blockfreiheit», *Aussenpolitik*, vol. 31, 1979.
– *Jugoslawische Aussenpolitik, 1948-1968*, Köln, C. Heymanns Verlag, 1976.
Rubinstein A. Z., *Yugoslavia and the Nonaligned World*, Princeton, Princeton University Press, 1970.
Schlegel D., «Die Blockfreien in und nach Havanna», *Aussenpolitik*, N° 4, 1979.
Tito J. B., *Le non-alignement, conscience et*

avenir de l'humanité, Belgrade, Questions Actuelles du Socialisme, 1979.
Trung T. Q., «Tito, le pédagogue du Tiers Monde», *Relations Internationales*, N° 18, 1979.
Verlet M., «Le mouvement des pays non alignés après La Havane: contradictions et dynamique», *Revue Tiers Monde*, tome XXI, 1980.
Willets P., *The Nonaligned in Havana*, London, Frances Pinter, 1980.